

MA VIE POURRIE OU POUR RIRE?

« Faut pas laisser entendre aux CPAS que tu as compris le système, car ils ne vont pas apprécier. » – Peter Tant, figure bruxelloise

De ma vie, je ne vais ici, faute de place, qu'épingler les épisodes les plus saillants. Ce que je ne peux aussi que mentionner, c'est l'épuisement administratif, attesté par les kilos de documents en ma possession et témoignant, pour chaque épisode, d'un combat presque toujours désespéré pour entrer dans la glaciale logique administrative des institutions médicales et sociales, et, plus difficile encore, pour dénoncer leurs dysfonctionnements répétés et obtenir réparation. Car le plus souvent, une réclamation, qui n'est qu'une exigence de justice, de transparence et de considération, devient une « pièce à conviction » dans mon dossier, se retournant contre moi – un comble ! – et ne méritant donc presque jamais une réponse. Face à tant d'incurie, d'incompétence et d'inhumanité de la part de professionnels payés avec l'argent du contribuable pour venir en aide aux personnes, je n'ai qu'un cri : « Il faut que ça change ! » Point de départ de mon futur programme politique ¹.

1. JE SUIS NÉ EN 1970. Au fond du jardin de ma grand-mère paternelle, il y avait un véritable précipice, qui rendait ma mère hystérique, folle d'inquiétude : le trou énorme avait été pratiqué dans le sol par une entreprise de briques à la recherche d'argile, activité courante à l'époque dans la région. Ce trou est devenu une décharge où des

camions benne venaient régulièrement décharger des déchets et autres gravats. Un jour, une file d'immenses camions benne de la firme Prayon Rupel est arrivée, à la stupéfaction générale, et ils ont plus que rempli totalement le trou, en quelques semaines, car des sortes de dunes se sont formées, que le gamin que j'étais (6 ans) a immédiatement converties en aire de jeux, comme à la mer, quoi ! Problème : un activiste de Greenpeace a détecté que ces déchets étaient radioactifs. J'avais alors 12 ans. Combien avons-nous mangé de lapins friands de l'herbe qui s'est vite mise à pousser sur mes « dunes » ? Combien de galettes et autres biscuits ai-je engouffrés en les portant à ma bouche avec mes mains encore pleines de « sable », en fait du phosphogypsum, une sorte de poussière gluante de plâtre, de radon, d'uranium ²

Boom, un bastion du Socialistische Partij à l'époque, a-t-il été soudoyé pour fermer les yeux ? Je n'ai aucune preuve, mais ne peux m'empêcher de poser la question.

Mon frère est né en 1978 et je l'ai emmené mille fois jouer dans les « dunes » avec moi. Mon frère refuse de se faire faire une ponction de moelle osseuse pour confirmer mon diagnostic (de médecin), à savoir que son très haut taux de globules rouges s'explique par une polycythemia vera, une sorte de leucémie.

J'aimerais lancer un appel avec l'aide de Greenpeace pour voir s'il y a d'autres victimes de cette déchetterie criminelle dans la région.

¹ À découvrir dans le *DoucheFLUX Magazine* n° 30.

² Sur le danger du phosphogypsum, lire J. C. Fernandez-Caliani, « Risk-based assesement of multimetallic soil pollution in the industrilized peri-urban area of Huelva, Spain », *Environmental Geochemistry and Health*, 2012, 34: 123-139; J. Al-Jundi et alii, « Investigations on the activity concentrations of 238U, 226U, 228Ra, 210Pb and 40K in Jordan phosphogypsum and fertilizers », *Radiation Protection Dosimetry*, 2008, vol. 131, n° 4, pp. 449-454; J. Parideans et H. Vanmarcke, « Radiological impact of almost a century of phosphate industry in Flanders, Belgium », *Health Physics Society*, 2008, 95(4): 413-424; A. J. G. Santos et alii, « Radiological characterization of disposed phosphogypsum in Brazil: evaluation of the occupational exposure and environmental impact », *Radiation Protection Dosimetry*, 2006, vol. 121, n° 2, pp. 17-185; Stuart C. Finch, « Radiation-induced leukemia: Lessons from history », *Best practice & Research clinical haematology*, 2007, vol. 20, n° 1, pp. 109-118; Doug Brugge et Virginia Buchner, « Radium in the environment: exposure pathways and health effects », *Reviews on Environmental Health*, 2012, 27(1), 1-17; James H. Yiin et alii, « A study update of mortality in workers at a phosphate fertilizer production facility », *American Journal of Industrial Medicine*, 2016, 59(1):12-22.

2. MA FORMATION MÉDICALE NE FUT PAS UN LONG FLEUVE TRANQUILLE.

Dans le cadre de mes études post-master en Allemagne, j'ai entrepris 6 ans de recherches en oncologie à Homburg. Faute d'un lave-linge dans ma colocation, on m'a vite surnommé *der stinkende Belgier* (le Belge puant), comme cette Turque portant le hijab et appelée par déconsidération *Kopftuch* (foulard). Par-delà cette xénophobie, j'ai subi une forme de sabotage de mes recherches, au point de devoir me trouver un autre laboratoire, où, grâce à une bonne atmosphère de travail et au soutien financier de mes parents, j'ai bossé comme un fou, la nuit, avec succès³. À Utrecht, où j'ai suivi une formation en anatomopathologie pendant un an, ce ne fut guère plus rose. Mon itinéraire scientifique non classique créait des jalousies qui, ajoutées à un complexe de supériorité, devenaient un cocktail explosif. Les cas de harcèlement n'y étaient pas rares. Mon contrat n'a pas été renouvelé. Après, j'ai commis l'erreur d'accepter un poste à Adélaïde (Australie) et non celui à Dublin qui m'était offert. Suspicion immédiate de la douane australienne : « Vous n'avez pas assez de vêtements ! » Au travail, j'étais de nouveau perçu comme un « danger », un « empêchement de tourner en rond ». Je ne jouais pas les petits jeux institutionnels, je voulais juste devenir un excellent oncologue-pathologue et, à coups de petites piques, on m'a gentiment poussé vers la sortie, sans suivre la procédure et donc sans me permettre de me défendre. Un cas exemplaire de « constructed dismissal ».

Après un an, je me suis retrouvé à Sydney, où je me suis offert une année sabbatique et demie, pour réfléchir à ma vie et à la poursuite, ou non, de ma carrière médicale, et pour perfectionner mon anglais. Mes économies fondant à vue d'œil, un Canadien m'a facilement convaincu d'aller travailler comme professeur d'anglais dans « l'Eldorado taïwanais » (*sic*).

3. MON SÉJOUR À TAIÛWAN a commencé par 6 années d'enseignement de l'anglais dans des écoles privées comme professeur intérimaire, c'est-à-dire sans jamais de reconnaissance officielle ni de vraie considération.

J'ai jeté l'éponge et commencé à apprendre le chinois. « White people suck ! », voilà ce qu'un étudiant employé par la Bibliothèque nationale Tchang Kaï-chek m'y a un jour lancé, gratuitement. Sa supérieure, auprès de laquelle j'ai protesté, m'a redirigé vers la municipalité, pendant qu'un policier essayait de me mettre dehors, sans succès : il m'a couru après, dans le bâtiment, matraque à la main... Au commissariat, où je voulais porter plainte, je me suis retrouvé devant le père de l'étudiant, qui a porté plainte

contre moi, avec succès, et sans que je ne sache jamais comment : l'acte d'accusation était rédigé en chinois classique, c'est-à-dire incompréhensible pour moi.

J'ai aussi été, un jour, accusé, à tort bien sûr, de vol dans un magasin. Le film de la caméra de surveillance où l'on me voit essayer un portefeuille a été coupé au montage, et l'on ne me voit donc pas le remettre dans l'étalage, mais ma légitime protestation, elle, a été incluse dans le film, lequel s'est retrouvé sur la télévision nationale et les réseaux sociaux ! D'autres films du même tonneau ont circulé, faisant de moi un anti-héros « turbulent, irrespectueux et raciste » !... alors que se faire traiter de Hakkas ou de « singe roux », « vieil étranger » et « nez crochu » est monnaie courante quand on est Blanc et que les Noirs sont des « fantômes noirs »...

Maigre consolation, le policier responsable de cette fuite brisant le secret de l'enquête a été par la suite sanctionné, puis une juge m'a, faute de preuves concluantes, innocenté.

La Représentation belge à Taïwan – où l'on s'est moqué de mes assez bonnes connaissances de la langue chinoise, d'autant que personne ne s'y abaisse à l'apprendre... – m'a fait radier de ma commune de Boom, sans m'en avertir, ce qui a bien sûr causé un infernal imbroglio administratif à Macau, puis à mon retour en Belgique, notamment en ce qui concerne ma mutuelle.

Après 10 ans à Taïwan, j'ai eu un entretien au centre d'émigration, qui a mal tourné : je savais qu'on devait me faire signer ma déposition, ils ont refusé, je me suis énervé, ils m'ont filmé, j'ai caché mon visage et puis, trou de mémoire consécutif à un choc traumatique, appelé « amnésie rétrograde », en l'occurrence un violent coup de poing, je me suis retrouvé, sonné, le visage en sang. Ce qui les a fait paniquer : ils m'ont sommé de me laver, et relaver, le visage, pour tout effacer. Le procureur, à qui je voulais porter plainte, a eu l'affront d'invoquer cette amnésie et une absence d'images vidéo, peu crédible en plein centre d'émigration, pour classer l'affaire sans suite.

³ Voir les références de ma principale publication à la note 1 de mon article « Lettre ouverte à Maggie De Block » dans le *DoucheFLUX Magazine* n°27, ainsi que via le lien www.doucheflux.be/wp/wp-content/uploads/2018/11/verelst_lettre-ouverte-a-maggie-de-block.pdf.

⁴ Les Hakkas sont des Chinois Han vivant dans le sud de la Chine, qui se considèrent comme les lointains descendants de réfugiés originaires des provinces du Henan, du Shanxi et du nord du Hubei. Hakka est aussi le nom de leur langue. Merci Wikipedia !

⁵ Voir la copie du mail ci-contre du secrétaire général du CPAS au bourgmestre de Boom et à une assistance sociale concernant le projet, heureusement avorté, de ma colocation suite à ces problèmes familiaux.

4. C'ÉTAIT FIN 2015, À MACAU. À cause d'une discussion fort tendue, un homme m'a agressé. Des témoins m'ont confirmé qu'il tenait des propos racistes, anti-Blanc, à mon endroit. Il me surnommait d'ailleurs *guailou*, ce qui signifie *ghost fuck*. Il m'a frappé au visage et dans le dos avec une lampe à bras télescopique en métal, qui s'est cassée. Dans le « vieux Macau », porter plainte n'est pas facile : la police m'a violenté à son tour, comme si j'avais été l'agresseur. Je me sentais vraiment mal, j'avais des vomissements très violents et de terribles contractions musculaires à cause d'une hémorragie interne. J'ai refusé d'être soigné dans l'hôpital, de piètre réputation, où l'on m'avait conduit. Les policiers m'ont alors littéralement sauté dessus, m'ont déshabillé de force et tenu écartelé sur un lit, tête vers le bas. Alors que je leur avais dit que je supportais mal la température basse (environ 12 °C) propulsée par le système d'air conditionné et que je pouvais ainsi avoir une grave crise de migraine, avec vomissements à la clé, on m'a laissé là pendant des heures. J'avais froid, je suis tombé régulièrement dans les pommes, j'ai eu peur de mourir. Le soir, on m'a fait un scanner, confirmant que ma rate avait explosé. On me l'a retirée. On m'a introduit un cathéter dans le sexe, contre ma volonté, et je l'ai vécu comme un viol. Infantilisé, je n'ai jamais pu obtenir mon dossier médical. Au courant de ma situation, le ministère belge des Affaires étrangères n'a rien fait pour m'aider. Ils n'ont pas remis en question la version officielle des autorités judiciaires locales sur ma responsabilité dans cette attaque. Même absence de réaction de la part d'Amnesty International.

Ah ! J'allais oublier : à la faveur des prises de sang, les médecins auraient dû diagnostiquer ma double leucémie, sur base d'un excès avéré de globules blancs atypiques. Mais je n'ai pas que subi des erreurs médicales...

5. EXIT LA FLANDRE. À cause de graves conflits familiaux dont le CPAS de Boom a refusé d'admettre l'importance malgré des rapports de police citant explicitement le caractère « invivable » de la cohabitation⁵, j'ai été à la rue pendant trois jours au début de décembre 2016. Boom n'ayant aucune infrastructure pour les SDF (sauf des maisons de transit improvisées pour des non-Belges...), j'ai dû, par un froid de canard, marcher de Boom à Anvers (15 km). J'ai alors été pris dans un jeu de ping-pong administratif typique entre les CAW (Centrum Algemeen Welzijnswerk) de Mechelen et d'Anvers ainsi qu'avec le CPAS de Boom, jeu cruel dont j'épargne au lecteur les détails : il est bien connu que les services sociaux publics se réfugient souvent et scandaleusement derrière leur « compétence strictement territoriale ». Ils savaient que je ne pouvais pas loger chez mes parents et que j'étais en très mauvaise santé, rien n'y a fait : ils m'ont laissé à la rue et m'ont refusé l'accès à un abri de nuit, quand bien même il gelait à pierre fendre et que l'accueil en ces circonstances est une obligation légale. Et j'ai été emporté à l'hôpital, pour hypothermie (symptôme : dos spasmodique), en ambulance, à mes frais bien sûr, alors que je n'avais aucun revenu.

GIPMI + evaluatie GIPMI: Er dient geen / een GIPMI opgesteld te worden.

maatschappelijke dienstverlening:

Betrokkene is een 46-jarige man die op 25-jarige leeftijd zou zijn afgestudeerd als arts en op 30-jarige leeftijd naar het buitenland is vertrokken. Hij verbleef een jaar in Duitsland waar hij research deed, een jaar in Nederland waar hij een opleiding tot patholoog volgde en trok vervolgens naar Australië. Hij kwam begin dit jaar terug naar België en was met niets meer in orde: zijn identiteitskaart was vervallen, zijn mutualiteit was niet meer in regel, hij was ambtelijk geschrapt... Hij ging opnieuw bij zijn ouders wonen en kwam naar het OCMW met de vraag om hem te helpen alles terug in orde te krijgen. Met zijn ouders klikt het echter niet, betrokkene vertelt dat er vaak ruzie is en dat zijn vader ook durft te slaan. Hij zou verschillende medische problemen hebben (fotofobie, RSS,...) maar heeft hier niets van op papier staan. Betrokkene werd begeleid in het in orde brengen van verschillende zaken, verdween twee maanden en kwam in oktober plots terug naar de sociale dienst. Hij zegt één dag ervoor gediagnosticeerd te zijn met een tumor in zijn ruggenmerg en nog maar vier jaar te leven hebben. Hij was erg kwaad want hij beweerde een aanvraag tot financiële steun gedaan te hebben en hij had nog steeds geen antwoord gekregen. Betrokkene stapte vervolgens naar de Secretaris met klachten over mij, hij wilde van maatschappelijk assistente veranderen omdat ik incapabel was - en een leugenaar. Betrokkene werd aangeraden een aanvraag te doen, maar weigerde dit en stapte naar de gemeente om klacht neer te leggen. Een week later kwam betrokkene opnieuw naar het spreekuur om een aanvraag te doen tot het bekomen van voorschotten op een FOD-uitkering. Ik liet mijn deur tijdens het gesprek opzettelijk open staan omdat ik al vermoedde dat het een verhit gesprek kon worden. Toen ik zei dat hij hiervoor papieren diende binnen te brengen, begon hij te roepen dat ik maar voor die papieren moest zorgen, dat dat mijn taak is, dat ik die dingen toch kan zien in de computer, dat hij naar de Raad zou stappen, dat ik een leugenaar ben, dat hij daarvan niet verschiet want 'als je bij de hond slaapt krijg je zijn luizen' (verwijzend naar de Secretaris), dat ik anders thuis maar in mijn zetel moet gaan zitten met een tas koffie en een 'gazet' als ik toch mijn werk niet doe, etc. Betrokkene stond recht en deed de deur van mijn bureau toe, waarna hij nog harder begon te roepen waardoor ik me niet meer veilig voelde. Aangezien ik al twee keer had gevraagd om te kalmeren, ben ik uiteindelijk zelf weg gegaan met de boodschap dat ik op die manier geen gesprek voer. Hij verliet nadien zelf de bureau. Na overleg met de Secretaris werd beslist om betrokkene een andere maatschappelijk assistente toe te wijzen. Op 14/10/2016 liet de sociale dienst van het ziekenhuis weten dat betrokkene daar ook al naar de ombudsdienst was gestapt voor de professor...

Pour les lecteurs néerlandophones, un joyau entre mille autres : la note d'une assistance sociale du CPAS de Boom qui, pour se défendre, n'hésite pas à m'accuser là où elle est payée pour me venir en aide.

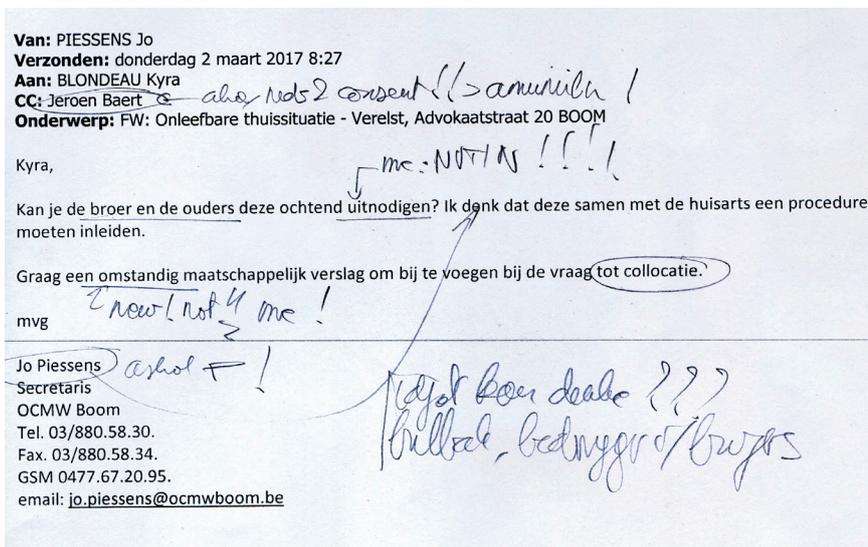
Mon retour, contraint et forcé par l'adversité, chez mes parents a culminé en juin 2017 par une nouvelle crise et une nouvelle période à la rue, de trois mois cette fois, au milieu de laquelle, miracle, j'ai finalement obtenu le RIS du CPAS d'Anvers. Cela signifie le droit à un hébergement d'urgence. Sauf que, un jour, ou plutôt une nuit,

un usager, le chouchou apparemment à qui les travailleurs passent presque tout, a perturbé, encore une fois, le sommeil des hébergés. Le lendemain, je me suis plaint, de manière prétendument agressive, au point d'être expulsé. Je me suis présenté le soir, en vain bien sûr, et j'ai crié « Police ! » plusieurs fois, pour qu'ils constatent que l'abri de nuit

Viktor, pour ne pas le nommer, me refusait l'accès. La police est arrivée, m'a menotté, emmené au commissariat et libéré du cachot au milieu de la nuit, alors que le dernier tram était déjà passé...

À la faveur d'un passage par l'hôpital universitaire de Leuven pour une consultation hématologique (à cause de mes leucémies), j'ai décidé de tenter ma chance à Bruxelles comme réfugié flamand, étant en effet « blacklisté » à cause de mes diverses plaintes et protestations, constituant une sorte de « casier judiciaire social »... ce qui, entre parenthèses, illustre bien le scandale du futur « dossier social partagé » prévu dans la nouvelle d'ordonnance relative à l'aide d'urgence et à l'insertion des personnes sans abri de la Région de Bruxelles-Capitale, mais c'est une autre histoire. Encore que [Lire mon article « Bruxelles peut mieux faire... mais fait déjà mieux que la Flandre ! » dans le *DoucheFLUX Magazine* n°28]...

Sven Verelst



RETROUVEZ TOUS
 NOS PRÉCÉDENTS
 NUMÉROS SUR /
 VIND AL ONZE
 VORIGE EDITIES OP:

WWW.DOUCHEFLUX.BE

COLOPHON

Ont collaboré à ce numéro : Aube Dierckx (coordinatrice), Sven Verelst, Erik Gonzalez Brinck, Malika Aziz, Marie Caspar, Laurent d'Ursel, Martine Drouart, Didier Declaye, Mohammed Tabib, Faïçal, Abdelhakim El Mouaq. Photos et illustrations : Didier Declaye, Alem Abdelkader, Marie Caspar, Erik Gonzalez Brinck, Abdelhakim El Mouaq, Faïçal, Aube Dierckx, Madame Internet. Illustration page de garde : Malika Aziz. Mise au net : Caroline Balon. Relecture : Catherine Meeùs et Léa Aubrit.

*Merci à tous les précaires
 qui, de près ou de loin,
 nous ont convaincus de
 ne pas baisser les bras.*

www.doucheflux.be
 contact@doucheflux.be

Éditeur responsable / Verantwoordelijke uitgever – Laurent d'Ursel – rue Coenraetsstraat 44 – 1060 Bruxelles
 7 mars 2019

Avec le soutien de la
 Met de steun van

